



Ministère des Ressources en eau

Sous le haut patronage du ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, le ministère organise, demain à partir de 8h30, à l'hôtel El Aurassi, avec l'appui de la GIZ, une conférence internationale sur les changements climatiques.

HOCINE NECIB, MINISTRE DES RESSOURCES EN EAU, À L'EXPRESSION

«On a déboursé 30 milliards de dollars pour l'eau»



■ BRAHIM TAKHEROUBT

Hocine Necib a un débit lent. Mais ce ne sont pas des flots de paroles qui sont demandés au ministre des Ressources en eau. C'est plutôt la politique adoptée et les moyens mis en place pour mobiliser cette ressource en eau. Sur tous ces aspects, M. Necib nous inonde de détails et de précisions.

L'Expression : La raréfaction des ressources hydriques inquiète et fait débat. De nombreux spécialistes prédisent que les futures guerres seront celles de l'eau. Où se situe l'Algérie sur cet échiquier ?

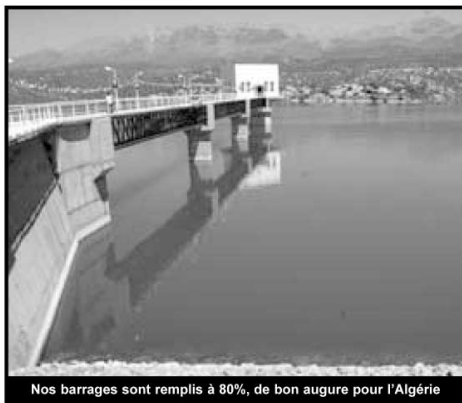
Hocine Necib : Ce que vous dites est juste. J'ai eu à assister à une rencontre de haut niveau au Tadjikistan, organisée sous l'égide de l'ONU sur la coopération internationale dans le domaine de l'eau et j'ai participé personnellement à l'atelier ayant porté sur les eaux transfrontalières et c'est là que j'ai découvert l'ampleur du problème. En effet, les grands conflits du troisième millénaire porteront sur la problématique de l'eau.

En Algérie, Dieu merci, nous n'avons pas ce problème parce que les eaux partagées avec nos voisins, la Libye et la Tunisie (nous partageons le système aquifère du Sahara septentrional appelé le SAS) sont composées de deux grands systèmes aquifères : le complexe terminal et le terminal intercalaire qu'on appelle communément l'Albien. Nous avons mis sous l'égide de l'OSS (Observatoire du Sahara et du Sahel) un cadre de concertation qui n'est pas le seul dans la région mais qui fonctionne le mieux de l'avis aussi bien des pays africains que des pays européens. Ce cadre a permis au fil des ans de développer un modèle mathématique et la création d'une grande base de données dans le souci de rationaliser l'exploitation et surtout veiller à la protection de cet aquifère. Lequel aquifère se situe à plus de 70% sur le territoire algérien et le reste est partagé entre la Libye et la Tunisie.

Ce modèle nous a affecté en termes de consommation annuelle 5 milliards de mètres cubes d'eau. En réalité, nous ne consommons que la moitié, soit environ 2,5 milliards de mètres cubes et l'autre moitié qui reste c'est de l'épargne pour les générations futures. J'insiste encore pour dire que ce cadre de concertation fonctionne très bien. Très souvent nous avons tendance à faire une confusion consistant à faire croire que le grand transfert en Libye est pris à partir de l'Albien. C'est faux, car en réalité, la Libye a réalisé ce transfert du Sud vers Tripoli à partir d'un autre aquifère qu'elle partage avec l'Egypte et, je crois, le Tchad. C'est pour vous dire encore une fois que ce cadre de concertation est cité comme modèle à travers le monde pour les autres systèmes de concertation. Je fais tous les rappels pour rassurer que nous n'avons pas le genre de problème où à travers le monde les conflits se font à cause de l'eau.

Le cas le plus inhumain c'est celui de Ghaza où Israël a pompé une grande partie des eaux souterraines au point de provoquer un grave phénomène qui est l'intrusion marine : quand on assèche la nappe, on ouvre le passage à l'eau de mer. Ce qui fait que le peu d'eau qui existe aujourd'hui à Ghaza est salée.

Depuis 2000, l'année de la



Nos barrages sont remplis à 80%, de bon augure pour l'Algérie

grande sécheresse, quand l'Algérie avait pensé importer de l'eau, on a déboursé des sommes colossales pour mobiliser les ressources hydriques. A combien sont estimés ces montants ?

On a connu pratiquement deux décennies successives de sécheresse. Le summum a été atteint en 2002 quand, effectivement, on était sur le point d'importer de l'eau. On a même commencé à faire des aménagements dans le port d'Alger et le port d'Oran pour accueillir les grands navires. Ceci a poussé l'Etat à mettre en place une stratégie qui ressemble à un plan d'urgence. Evidemment, ce programme a bénéficié de toute la volonté politique du président de la République. C'est sous son impulsion personnelle que toutes ces décisions ont été mises en place. Depuis cette date-là, jusqu'à aujourd'hui, l'Etat a investi plus de 32 000 milliards de dinars (on n'est pas loin de 40 milliards de dollars). Ces investissements ont porté sur la réalisation des barrages, des transferts régionaux, des interconnexions entre barrages et l'option que je qualifie de salutaire qui est celle d'avoir décidé d'aller vers le dessalement.

Dans un souci de préserver la ressource en eau, cet effort est accompagné en aval d'un grand programme d'infrastructures de distribution et aussi un mégaprogramme d'assainissement portant sur l'extension du réseau d'assainissement et la réalisation d'un grand nombre de stations d'épuration. Parallèlement, ces investissements ont été accompagnés par des réformes institutionnelles importantes, notamment la création de nouveaux établissements pour l'eau potable et l'assainissement, l'ADE et l'ONA, dans le but de professionnaliser les services publics. Tout cet édifice de réformes est soutenu par la promulgation d'une loi sur l'eau en 2005. A cela s'ajoute la formation des ressources humaines qui n'a pas été négligée. Tout ceci a permis à nos indicateurs d'évoluer d'une manière substantielle. A telle enseigne que cette expérience a été citée plusieurs fois comme exemple dans les différents forums internationaux traitant des questions de l'eau.

En termes de dotation en eau potable, nous sommes passés de 120 litres/jour/habitant à 175 litres à partir de 2013. Le taux de raccordement en eau potable est passé de 78% au début des années 2000 à 96% à partir de 2013 et on pense atteindre les 98% d'ici la fin 2014. Le réseau d'eau potable a pratiquement doublé pour passer à plus de 110 000 km aujourd'hui. Dans le domaine de l'assainissement, le réseau a aussi nettement évolué, il est aujourd'hui à plus de 45 000 km et le taux de raccordement a atteint

88%. Les stations d'épuration qui étaient presque inexistantes durant des années et le peu de stations qui existait, était mal géré et souvent à l'arrêt en raison de l'absence d'une stratégie managériale efficace. Nous sommes aujourd'hui à 150 stations d'épuration en service toutes gérées par des cadres algériens et elles sont pratiquement toutes certifiées ISO. A la fin de la mise en œuvre du programme quinquennal 2010-2014 nous allons disposer d'environ 180 stations d'épuration avec une capacité 1 milliard 200 millions de mètres cubes d'épuration par an.

Peut-on affirmer aujourd'hui en 2014 que tous les Algériens ont accès à l'eau potable ?

Aujourd'hui, 75% des Algériens disposent de l'eau au quotidien, sur ces 75%, nous avons 45% qui reçoivent de l'eau en H24. 16% qui en reçoivent un jour sur deux et 9% un jour sur trois et plus. Il est tout à fait clair qu'on ne va pas s'arrêter à ce niveau. Juste à titre d'exemple, nous sommes en train de faire un transfert du nord vers le centre de Timiaouine (frontière malienne) et d'ici le mois de juin cette région aura de l'eau à profusion.

Malgré tous ces efforts, il subsiste cependant un problème qui est celui des pertes estimées à plus de 50%, dont les fuites, les piquages illicites, les factures impayées etc...

Effectivement, le chiffre de 50% est exact, mais je précise que dans les 50% il y a des pertes physiques et des pertes commerciales. Ces dernières sont les factures impayées où parfois il n'y a même pas de compteurs. Quant aux pertes physiques, elles sont de deux natures : il y a les vols d'eau sur réseau qu'on retrouve chez certains citoyens ; il y a des vols sur les grandes adductions, en général des éleveurs ou des agriculteurs, parfois même des gens qui ont de petites fabriques industrielles. Pour cela, nous avons engagé un mégaprogramme d'abord, de diagnostic sur une quarantaine de villes et les travaux ont débuté dans 17 de ces villes. Notre objectif est la réhabilitation et l'extension du réseau d'eau potable, sur 3000 km. Si les finances suivent on ira avec une cadence de 5000 km/an, on pourra donc boucler cette opération d'ici 2019 et on aura mis à niveau une très grande partie du réseau.

A combien estimez-vous les créances et quels sont les mauvais payeurs, les citoyens ou les institutions ?

A ce niveau il y a deux problèmes qui menacent l'équilibre financier : les créances et le forfait. Pour les créances j'ai donné des instructions fermes et nous commençons à

avoir des résultats. Je vais bientôt réunir tous les directeurs du ministère et les directeurs de zones de l'ADE sous ma présidence pour leur faire signer des contrats de performance dans lesquels je fixe les objectifs dont le taux de recouvrement et la réduction du taux du forfait. Dans le souci d'améliorer le service public avec l'ADE et les sociétés par actions, nous sommes en phase d'acquisition d'un nombre important d'équipements de fabrication nationale : ce sont des contrats que j'ai passé de gré à gré et nous avons commandé près de 600 000 compteurs. Avec le ministère du Travail nous avons convenu d'impliquer les jeunes entrepreneurs en vue d'effectuer tous ces travaux, ce qui est une valeur ajoutée dans le service public.

Le projet de l'oued El Harrach dont les travaux doivent se terminer en 2016 suscite déjà des jalousies. Y a-t-il des projets similaires dans d'autres villes concernant l'oued Soummam à Béjaïa, le Chélif à Chlef, la Seybouse à Annaba... ?

L'oued El Harrach est un projet unique en son genre. C'est une fierté pour l'Algérie et plus les gens découvrent ce projet, plus ils rêvent d'en avoir un similaire dans leur ville ce qui est tout à fait légitime. Il y a quelques wilayas où l'idée de faire la même chose est en train de faire son chemin, je cite l'oued sybousse, Soummam, l'oued Ain Sefra à Mostaganem ...

Nous sommes le plus grand pays d'Afrique en termes de superficie mais nous n'avons pas d'autosuffisance alimentaire. Evidemment, c'est la responsabilité du ministère de l'Agriculture mais votre département est aussi concerné, notamment par l'hydraulique agricole...

Entre grands périmètres irrigués et petits périmètres irrigués nous sommes aujourd'hui à environ 1 million 1 00 000 hectares.

Et notre objectif est d'atteindre au moins 1, 600 000 hectares durant le prochain quinquennal.

Aujourd'hui, avec le dessalement de l'eau de mer on va pouvoir dédier les eaux des barrages et les eaux souterraines en grande partie à l'agriculture, ce qui va augmenter les surfaces irriguées car nous considérons que c'est un enjeu stratégique. Je signale par ailleurs, que les secteurs des ressources en eau et celui de l'agriculture travaillent en parfaite collaboration.

Pour terminer, qu'en est-il de la gestion des barrages ?

Nous allons rester sur la même dynamique de réalisation, de plus, nous allons peser lourdement sur l'amélioration et la modernisation des services publics en plus des questions environnementales qui seront au centre de notre stratégie. Le programme 2015- 2019 se distinguera aussi par la formation, la mise à niveau et l'introduction des nouvelles technologies, la généralisation des systèmes d'information de télégestion, l'introduction dans la gestion des barrages des systèmes de téléinformation. Ce projet des nouvelles technologies sera réalisé dans le cadre de la coopération avec la Corée du Sud pour développer des systèmes d'information avec la réalisation dans le siège de l'Anbt d'un bâtiment intelligent pour disposer des informations en temps réel. Cette volonté a déjà commencé au niveau du barrage de Beni Haroune où existe un système d'occultation dont les informations sont envoyées automatiquement par GPS, son état de santé est géré par satellite : on a des centaines d'informations recueillies au quotidien et en temps réel.

B. T.

AMÉNAGEMENT DE L'OUED MEKERRA

Un bureau coréen sollicité pour mener l'étude

● L'Oued Mekerra est pollué par pas moins de 47 sources de rejets domestiques.



PHOTO: D.R.

Oued Mekerra offre l'aspect d'une réelle décharge publique où s'entassent toutes sortes de débris

L'étude d'aménagement de l'Oued Mekerra va être probablement confiée à un bureau d'étude coréen, le même à avoir été retenu pour l'aménagement d'Oued El Harrach à Alger. «Les ingénieurs coréens ont effectué deux fois le déplacement à Sidi Bel Abbès et ont fait une première offre financière pour l'étude d'aménagement», affirme M. Latab, directeur des Ressources en eau. Selon lui, ledit bureau a proposé un délai de cinq mois pour l'élaboration de l'étude. La première étape est de neutraliser les sources de pollution en milieu urbain et suburbain. Invité récemment au forum de la presse, M. Latab avait annoncé le lancement qu'une opération d'envergure portant sur la dépollution et l'aménagement de l'oued Mekerra, à l'intérieur de la ville de Sidi Bel Abbès. D'un coût global de 1 milliard de dinars, cette opération devrait cibler un tronçon de l'oued sur une longueur de 4,5 kilomètres. «L'amé-

nagement de l'Oued Mekerra, tel que projeté par les pouvoirs publics, devrait se faire en deux phases», avait-il ajouté. La première étape consiste à neutraliser les différentes sources de pollution en milieu urbain et suburbain. Pour ce faire, une prospection de plusieurs sites situés le long de ce cours d'eau a été menée par les services de la direction des Ressources en eau et s'est soldée par le recensement de quelque 47 sources de rejets domestiques. «Celles-ci devraient être systématiquement éliminées avant d'envisager tous travaux d'aménagement», dira-t-il. Il avait précisé, à ce propos, que la consistance des rejets déversés dans cette partie de l'oued a été estimée à 250 litres/seconde. S'agissant de l'aménagement de l'Oued Mekerra, le même responsable avait indiqué que divers travaux étaient projetés visant, notamment, le bétonnage du cours d'eau, la réalisation de voies d'accès et la consolidation. Rappelons qu'il y a

deux ans, une approche complètement différente avait été envisagée par les responsables du secteur pour réhabilitation de l'Oued Mekerra. Celle-ci consistait à le couvrir au moyen de dalles en béton reposant sur des colonnes. Le dallage de l'oued avait pour objectif de fluidifier le trafic routier en faisant de cet axe une voie de communication complémentaire. Largement critiquée, cette approche a vite été abandonnée. «Après l'achèvement de l'étude d'aménagement, un large débat en présence des élus et des représentants de la société civile sera engagé pour permettre à tout un chacun de faire part de ses remarques et suggestions. Le projet doit avoir l'aval de la population avant sa mise en œuvre», selon M. Latab. Il est utile de signaler que l'oued Mekerra, qui prend sa source dans la commune agropastorale de Ras-El-Ma, traverse la wilaya de Sidi Bel Abbès sur une distance de 120 kilomètres environ.

M. Abdelkrim

ANNABA Des augmentations salariales à la Seata

A partir de ce mois de mars, il y aura des augmentations de salaires allant de 3000 à 10 000 DA. Elles seront appliquées par la Société de l'eau et de l'assainissement de Annaba et d'El Tarf (Seata) au profit de ses travailleurs, avons-nous appris auprès de la direction générale. Cette décision qui fait partie des dispositions prévues par la nouvelle convention collective, a été accueillie avec satisfaction par les 2 629 employés. *« Ces augmentations concerneront tous les travailleurs tous statuts confondus »*, affirme la même source. Signée par l'employeur et son partenaire social, et validée par le conseil d'administration avant d'être enregistrée au niveau de l'inspection du travail et le tribunal de Annaba, cette convention prévoit une augmentation du régime indemnitaire, notamment l'indemnité d'expérience professionnelle et l'avancement par échelons. Mieux encore, ces nouvelles dispositions seront appliquées avec effet rétroactif à partir de mars 2012.

L. Azzouz

TIARET

Pour une meilleure prévention contre les maladies à transmission hydrique

La redynamisation du rôle des bureaux d'hygiène communaux avec la multiplication des opérations de contrôle et de traitement des puits et autres points d'eau, a été l'une des principales orientations de la rencontre sur la lutte contre les maladies à transmission hydrique, tenue récemment au siège de la wilaya.

Considérée autrefois comme un fief incontesté des MTH, compte tenu du nombre important des cas de fièvre typhoïde enregistrés notamment en 2002, la wilaya de Tiaret connaît

actuellement une stabilité notable dans la mesure où aucun cas de ce fléau n'a été signalé du moins depuis les cinq dernières années. Ces résultats positifs à plus d'un titre, s'expliquent par les dispositions mises en branle à cet effet et qui consistent, pour l'essentiel, en le renouvellement des réseaux d'AEP et d'assainissement, la réalisation d'une station de relevage au niveau de l'Oued Tolba pour protéger l'ouvrage stratégique (barrage Bekhadda) destiné à l'alimentation en eau potable et enfin, la déviation des eaux usées vers le barrage de Dahmouni lesquelles, une fois épurées, sont réutilisées pour l'irrigation.

L'éradication des bidonvilles au niveau des quartiers d'Oued Tolba et de Karmane ainsi que le «bouchage» de plus de 150 puits suspectés

de pollution ont été les autres actions figurant parmi ce dispositif de lutte contre les MTH. Cela dit, cette rencontre à laquelle ont pris part les acteurs concernés a été une opportunité pour faire un état des lieux sur la question et du coup, renforcer le système de prévention pour parer à toute éventualité.

Ainsi, le comité de lutte contre les maladies à transmission hydrique a été invité à œuvrer sur le terrain avec le lancement d'une campagne de traitement et de curage des puits et autres points d'eaux trouvant au niveau des centres urbains de la wilaya. De son côté, le responsable du secteur de la santé a fait état du recensement par ses services, de 8 996 puits privés et de 487 autres publics, lesquels ont nécessité au total 63 345 galets de chlore pour

la seule année 2013. S'agissant des sources d'eau estimées à 419 dans la wilaya de Tiaret, celles-ci ont été également traitées au chlore pour être soumises ensuite à des analyses bactériologiques. Aussi, en prévision du lancement d'une vaste campagne de traitement des puits prévue prochainement dans toutes les communes, les P/APC ont été invités à exprimer leurs besoins en matière de produits pour lesquels une enveloppe de 5,5 millions de dinars a été débloquée. L'on saura, par ailleurs, que dans le cadre d'une lutte active contre la prolifération d'insectes et de parasites vecteurs de maladies, une opération de désinsectisation est envisagée du 15 mars au 15 avril prochain, à travers l'ensemble des communes de la wilaya.

Mourad Benameur

SOUK AHRAS **16 MILLIONS DE M³ SUPPLÉMENTAIRES RECUEILLIS PAR LE BARRAGE D'AIN DALIA**

■ Le barrage d'Ain Dalia (7 km à l'ouest de Souk Ahras), a reçu, à la faveur des précipitations enregistrées depuis janvier dernier, un volume de 16 millions de m³ supplémentaires, a indiqué avant-hier le directeur de cet ouvrage, Saïd Ramoul.

Cet ouvrage hydraulique d'une capacité de retenue de 76 millions de m³, le second en service dans la wilaya de Souk Ahras avec le barrage de Foug El Khenga, emmagasine à l'heure actuelle un volume de volume de 38,3 millions de m³, selon le même responsable. Destiné à l'irrigation agricole du périmètre agricole de Sedrata, le barrage d'Ain Dalia alimente également en eau potable plusieurs communes de la wilaya, avec une moyenne de 50.000 m³/ jour, a ajouté M. Ramoul. Cet ouvrage hydraulique, réalisé en 2003, alimente également plusieurs communes des wilayas de d'Oum El Bouaghi et de Tébessa, a encore indiqué ce responsable, rappelant que trois autres barrages sont en construction dans la wilaya de Souk Ahras. Il s'agit, a-t-il précisé, des barrages d'Oued Djedra (35 millions de m³), d'Oued Laghnam (43 millions de m³) et d'Oued Mellègue (150 millions de m³). Ce dernier ouvrage est destiné, notamment, à approvisionner le futur complexe de transformation de phosphate d'Oued Keberit. Grâce à tous ces ouvrages, la dotation moyenne en eau potable dans la wilaya de Souk Ahras atteindra les 165 de litres par habitant et par jour, contre 120 litres/hab/jour actuellement, selon les responsables de la direction des ressources en eau.

APS

Mascara

Un barrage d'un million de m³ et des moyens affectés au monde rural

AÏD K.

En matière de politique de l'eau, la wilaya de Mascara commence à voir ses objectifs se concrétiser au grand bonheur des populations et du développement local ressenti et constaté lors de la visite du wali qui était accompagné d'une forte délégation dans les daïras de Tizi et Aïn Fekan.

Les préoccupations des autorités consistaient à inspecter les chantiers, analyser les études et avaliser les projets pour la mise à niveau de ce volet vital incitant les pouvoirs publics à débloquent de gros moyens à l'effet de bénéficier d'une disponibilité et d'une utilisation rationnelle de l'eau par l'acquisition d'ouvrages hydrauliques, l'amélioration des techniques de gestion, de l'augmentation des capacités de stockage et à l'entretien des équipements. De passage à Aïn Fekan qui regorge de ressources hydriques, le chef de l'exécutif a déclaré que le ministère de tutelle vient de retenir, parmi les dix nouveaux barrages, celui des Trois Rivières dont les travaux seront prochainement lancés pour être le plus important de la wilaya avec une capacité de 100 millions de m³. Ajoutant que le périmètre irrigué de Ghriss sera bientôt alimenté à

partir du transfert des eaux du barrage de Ouizert, une information qui a réconforté les fellahs de la région. La wilaya est à son troisième périmètre irrigué après celui de Sig achevé et celui de Mohammadia en voie de concrétisation évalué à 55%. La région de Oued El Abtal sera, à court terme, autonome avec ce précieux liquide grâce au nouveau barrage Taht qui est en construction et dont le taux de réalisation a atteint 40% alors que celui de Bouhanifia est en phase de dévasement à 60 % au moment où le MAO a fait son entrée par le nord de la wilaya. A la faveur d'une pluviométrie salvatrice, les agriculteurs n'ont plus recours à l'irrigation traditionnelle à partir des eaux traitées par les stations d'épuration des communes de Tizi, Ghriss et Maoussa. Cet excédent d'eau se déverse près d'Aïn Fekan avec un débit de 2,13 millions de m³/an, ce qui a fait réagir le wali qui a ordonné les services concernés à envisager un moyen de récupération de ces eaux par l'aménagement d'un ouvrage, à l'exemple d'un étang, tout en instruisant à l'épandage de la chlorure de chaux le long des rives pour anéantir les larves de moustiques qui infectent les lieux. Devant la fuite d'eau qui pénalise le barrage de Ouizert desservant l'ouvrage de Bouhanifia perdant chaque jour 70.000 m³, les autorités ont préconisé la réalisa-

tion d'une retenue collinaire en aval. Ce plan d'action draconien a vu aussi les capacités d'emmagasinage d'eau renforcées par une dizaine de réservoirs variant de 500 à 2.000m³ destinés au monde rural à travers lequel au moins vingt douars ont été inspectés inopinément surprenant les habitants de Sed Fakia qui n'ont pas hésité à avancer que c'est la première fois qu'ils voient un wali. La station de lagunage d'El Keurt dont les travaux ont été lancés, assurera, dans dix mois, l'irrigation de 29ha de terres agricoles avant la fin de cette année, 31 autres en 2018 et 41 en 2033.

La plupart des localités et hameaux ont bénéficié, pour combler le déficit, d'un complément d'opérations d'assainissement, d'AEP, d'éclairage, d'amélioration de cadre urbain, de dotation de salles de soins, d'annexes administratives reliées au fibre optique, de réhabilitation de routes, de groupes scolaires pour une mise à niveau entre toutes les zones. Le chef de l'exécutif a opté pour une stratégie directe avec les populations en contournant l'itinéraire protocolaire élaboré au préalable par des visites surprises pour mieux s'imprégner des conditions de vie des citoyens des contrées, houspillant les responsables à le conduire vers les nécessiteux, les urgences et les priorités.

بعد أمطار غزيرة تهاطلت بإليزي تسببت في مقتل طفلين العائلات المنكوبة تستفيد من مساعدات عاجلة

تكفلت السلطات الولائية بالعائلتين اللتين فقدتا طفليهما غرقا 12 و 14 سنة جراء سيلان أودية هذه المنطقة. وللتذكير فقد شهدت ولاية إليزي مطلع شهر مارس الجاري، تهاطل كميات معتبرة من الأمطار، مما تسبب في سيلان وبقوة للعديد من الأودية على مستوى المنطقة.
أقرباء عبد القادر

الجوية، كما تم إيفاد فريق طبي إلى ذات المنطقة يضم مجموعة من الأطباء الأخصائيين والعامين فضلا عن توزيع كميات معتبرة من بعض الأدوية الضرورية، واستفادت عائلات متضررة من هذه التقلبات المناخية قاطنة بمنطقة تخاملت 40 كلم عن مقر عاصمة الولاية بدورها من كميات من المواد الغذائية المختلفة، وقد

استفادت عائلات معوزة في ولاية إليزي من مساعدات غذائية وخيم تضررت من سيلان عدة أودية عقب تهاطل قوي للأمطار، بحيث وزعت هذه الإعانات المتمثلة في كميات من المواد الغذائية الأساسية إضافة إلى خيم وبطانيات لفائدة سكان منطقة واد سامن النائية 160 كلم عن مدينة إليزي المتضررين من هذه التقلبات

76 millions de DA pour la réhabilitation de 11 zones d'activités à Alger

Une enveloppe financière de 76 millions de DA est consacrée à la réhabilitation d'une dizaine de zones d'activité et industrielles dans la wilaya d'Alger, a affirmé lundi à Alger, M. Hammou Ben Abdellah, directeur du développement industriel et de la promotion des investissements à la wilaya.

"Sur les 25 zones d'activité et industrielles existantes au niveau de la wilaya d'Alger, onze vont bénéficier d'opération de réhabilitation pour un montant global de 76 millions DA", a-t-il déclaré à l'APS, en marge d'un séminaire sur la métrologie et le contrôle de qualité. Selon ce responsable "les travaux de réhabilitation de ces zones connaissent des taux d'avancement allant de 10 à 60%". "Les travaux de réhabilitation portent essentiellement sur les réseaux d'assainissement, la voirie, la téléphonie et l'électricité", a souligné M. Ben Abdellah, estimant que les

travaux engagés "permettront aux entreprises d'évoluer dans un environnement meilleur".

Dans le même contexte, M. Ben Abdellah a fait savoir que "le projet de réhabilitation de la zone d'activité de Rouïba a été soumis à la commission des marchés pour lancer les avis d'appel d'offres".

En outre, un vaste programme de réhabilitation du reste des zones d'activités de la wilaya est prévu dans le cadre du prochain quinquennat 2015-2019, a précisé le même responsable.

Par ailleurs, il a indiqué que la wilaya d'Alger a connu une croissance de 11% en 2012 en terme d'entreprises nouvellement créées, notamment dans le secteur des services.

Le secteur industriel a enregistré une amélioration timide et ce, dans le cadre de la modernisation des sociétés de gestion des participations de l'Etat.

Thank you for trying

TEBESSA, ASSEMBLÉE POPULAIRE COMMUNALE

Enveloppe pour le développement de la commune

Plus de 362 millions de dinars ont été mobilisés à Tébessa, au titre des programmes communaux de développement (PCD), pour consolider le développement du chef-lieu de cette wilaya, selon l'Assemblée populaire communale (APC). Visant à améliorer les conditions de vie des citoyens, ces moyens permettront de financer un total de 38 opérations relevant de plusieurs secteurs, et dont quelques-une ont déjà été lancées sur le terrain, a précisé le secrétaire général

de l'APC, Djemaï Hamdaoui. Selon ce responsable, la priorité a été donnée aux opérations d'aménagement urbain, de réfection et de modernisation des réseaux d'assainissement et d'eau potable et d'extension de l'éclairage public. Le montant mobilisé permettra également de parachever plusieurs autres opérations en cours, à l'exemple des actions de réfection des chaussées urbaines et de renforcement de la fourniture d'eau potable dans certains quartiers de la ville de Tébessa, a déclaré la

même source. Les projets retenus dans le cadre des PCD de 2014, au profit de cette commune de plus de 230.000 habitants, ont été identifiés par l'APC en fonction des priorités et des besoins exprimés par les citoyens à travers, notamment, les associations et les comités de quartiers lors de rencontres organisées pour le recueil des préoccupations et l'examen de l'état d'avancement des projets de développement, a ajouté M. Hamdaoui.

APS